

Confidentiel

8.9.1978

R a p p o r t

du voyage de M. l'Ambassadeur P.R. Jolles,  
 Directeur de la Division du commerce,  
 en URSS

---

M. l'Ambassadeur P.R. Jolles, annoncé comme Secrétaire d'Etat, a séjourné du 12 au 17 octobre en URSS où il s'était rendu à l'invitation de M. Borissov, Président de la Chambre de commerce, pour inaugurer la deuxième exposition industrielle suisse de machines-outils Stankex 1978.

Durant son séjour à Moscou, M. Jolles s'est également entretenu avec les personnalités suivantes:

MM. Manjulo	Vice-ministre du commerce extérieur
Nestorenko	Ambassadeur au Ministère des affaires étrangères
Inosentiev	Directeur de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales
Alchimov	Président de la Gosbank
Inosentiev	Vice-président du Gosplan
Gwischiani	Vice-président du Comité d'Etat pour la science et la technique

Le présent rapport résume les principaux points évoqués lors de chacun de ces entretiens.

Entretien avec M. Manjulo au Ministère du commerce extérieur

Trois thèmes ont été abordés:

- le développement de la coopération industrielle
- le coût du franc suisse et les taux des crédits accordés par les entreprises suisses
- le programme à long terme

La coopération industrielle

M. Manjulo évoque d'abord les succès de la coopération industrielle résultant d'accords et de contrats de coopération passés avec l'Autriche, la Finlande, l'Italie, la France, la RFA, pour mieux ensuite souligner les réserves et les réticences des firmes suisses à s'engager sur cette voie. (100 projets en cours de négociation avec la RFA, construction en commun de machines avec l'Autriche, des locomotives avec la Finlande, etc.) Cette réticence s'explique d'autant moins que l'appréciation du franc suisse rend les importations directes en provenance de notre pays peu concurrentielles par rapport aux autres fournisseurs.

Les crédits accordés par les entreprises suisses

M. Manjulo considère que les taux d'intérêt des crédits suisses sont très élevés, entre 5,75 % et 6,5 % pour des durées de trois à cinq ans. Ainsi, en dépit du fait que la Suisse est un important marché financier, les crédits qui sont accordés aux organisations du commerce extérieur soviétique ne sont pas beaucoup plus intéressants que les crédits proposés par d'autres pays industrialisés selon les normes du Gentleman's Agreement de l'OCDE.

Il ressort de la discussion qui suit ces remarques que les crédits mentionnés par les Soviétiques sont des crédits de firmes. M. Jolles assure son interlocuteur que les crédits d'exportation et les crédits-cadre accordés par les banques sont beaucoup plus attrayants et peuvent ainsi compenser, dans une large mesure, le taux élevé du franc suisse.

### Le programme à long terme

Le programme à long terme et l'accord (signé en janvier 1978 par MM. les Ministres Patolitchev et Brugger) constituent de bonnes bases pour intensifier la coopération entre les deux pays. Les Soviétiques, tout en soulignant qu'ils finalisent actuellement la préparation du prochain plan quinquennal, estiment que la signature du programme à long terme ne doit plus être différée. M. Jolles abonde dans ce sens et expose le calendrier et la procédure envisagés à cet effet par la Suisse.

### Questions spécifiques

#### Gaz soviétique

M. Jolles fait valoir l'intérêt suisse pour la fourniture de gaz soviétique. La réponse de M. Manjulo est catégorique: "Nous connaissons vos besoins, mais nous ne sommes pas en mesure de vous fournir du gaz à ce stade. Dès qu'il y aura des possibilités, nous reviendrons sur cette question (voir plus bas l'attitude beaucoup plus positive de Gwischiani). En ce qui concerne la technologie suisse pour développer la capacité de transport des réseaux soviétiques de pipe-lines, nous sommes prêts à entrer en négociation avec les détenteurs de nouvelles technologies."

### Uranium enrichi

M. Jolles, tout en rappelant que la Suisse cherche à diversifier son approvisionnement, spécifie l'intérêt de la Suisse d'accroître ses importations d'uranium soviétique légèrement enrichi. Il propose que cette question soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine Commission mixte (CM). M. Manjulo fait valoir que la CM n'est pas le forum approprié pour évoquer une telle question. Il s'agit d'un simple problème commercial et le partenaire suisse doit s'adresser directement à Techsnabexport.

### Entretien avec l'Ambassadeur Nestorenko au MAE

Quatre sujets sont abordés:

- la coopération européenne
- les questions énergétiques
- les relations Nord-Sud - Sud-Est
- les congrès paneuropéens dans le cadre de la CEE-ONU

### Coopération européenne

Prié de s'exprimer sur la coopération européenne, M. Jolles fait un bref historique des relations de la Suisse avec les pays de l'AELE, les pays de la Communauté et les pays membres de l'OCDE (forum de consultation). Il évoque également les possibilités de coopération monétaire européenne.

M. Nestorenko évoque quant à lui les négociations CE-CAEM. L'intérêt de conclure un accord est réel; il ne s'agit pas uniquement d'une question de principe. Nos propositions visent à développer un meilleur climat dans les relations

paneuropéennes. Nos démarches vers le Marché commun ne sont qu'une facette de notre politique. Cela doit être compris en dehors des pays du Marché commun." Caractérisant les négociations en cours, M. Nestorenko précise qu'elles ne "vont ni bien ni mal". "Nos relations économiques ne sont pas affectées par une issue négative, mais nous croyons qu'un résultat positif pourrait accroître la croissance des échanges et améliorer le climat politique général."

### Energie

M. Nestorenko désire connaître l'impact des discussions en cours à l'OCDE dans le domaine de l'énergie sur les politiques des pays membres. L'URSS est riche en ressources énergétiques. Elle se préoccupe néanmoins de l'avenir. Une plus étroite collaboration avec l'URSS devrait intéresser les pays dépourvus de ressources énergétiques.

M. Jolles, tout en évoquant les rôles respectifs de l'OCDE et de l'AIE, souligne que les pays consommateurs ont le devoir d'envisager l'après-pétrole et que les discussions qui ont lieu dans les enceintes internationales doivent viser à stimuler un effort collectif de réflexion et faciliter des mesures d'économie et de mise en valeur de nouvelles ressources.

### Les relations Nord-Sud - Est-Sud

L'Union soviétique se trouve aux côtés des p.v.d. dans leurs revendications d'un nouvel ordre économique. Si elle a appuyé ce programme (qui doit constituer un pas vers la démocratisation des relations économiques internationales), l'URSS a ses propres idées sur sa réalisation. Il est regrettable que les discussions restent bloquées au niveau politique en raison de l'intransigeance des pays capitalistes. Quant à l'avenir des négociations,

M. Nestorenko n'est ni trop optimiste ni pessimiste. L'obstacle majeur réside dans l'attitude des multinationales. Il s'agit avant toute chose de contrôler l'appétit des monopoles (détenteurs de la technologie).

M. Jolles s'étonne. L'Union soviétique n'entend-elle plus traiter avec les multinationales, comme elle le fait actuellement? (La Suisse, quant à elle, souhaiterait effectivement que, dans les relations bilatérales, les petites et moyennes entreprises soient davantage prises en considération.) L'aide financière de la Suisse aux p.v.d. est insuffisante, celle de l'Union soviétique encore plus modeste. Pour soutenir le nouvel ordre économique, l'URSS entend-elle maintenant augmenter son aide de manière substantielle?

M. Nestorenko: "Je suis d'accord qu'il faut rester réaliste."

#### Les conférences paneuropéennes dans le cadre de la CEE-ONU

Très solennellement, pour clore l'entretien, M. Nestorenko "lance un appel" au gouvernement suisse par l'intermédiaire de M. Jolles pour que la Suisse, pays non aligné, prenne une position qui puisse être une contribution à la coopération européenne. Les propositions soviétiques de congrès paneuropéens (qui s'inscrivent dans l'esprit de l'Acte d'Helsinki) n'ont pas d'autres buts qu'un renforcement de la coopération paneuropéenne dans les domaines de l'énergie, du transport et de l'environnement. La Suisse devrait appuyer ces initiatives. M. Nestorenko précise que le temps qui reste avant une décision définitive est limité. L'URSS qui attache une grande importance à cette question ne souhaite pas tomber dans une impasse lors de la 34<sup>ème</sup> session de la CEE-ONU. Si, du côté helvétique, d'autres détails sont désirés, le MAE les fournira volontiers à l'Ambassadeur de Suisse.

Entretien avec M. Inosentiev, Directeur de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales

C'est au 17ème étage d'une tour de construction récente et dans un bureau moderne que le Directeur de l'Institut, entouré de six économistes chevronnés, a reçu la délégation suisse.

L'Institut qui dispose d'un grand nombre de chercheurs qualifiés procède à des études interdisciplinaires approfondies tout azimuth sur toutes les questions économiques, notamment celles ayant trait aux relations entre pays capitalistes et à la situation économique et sociale à l'intérieur de ces pays, y compris les répercussions sur leur politique de défense nationale (sic!).

M. Jolles relève que certains des thèmes analysés par l'Institut (interrelation entre phénomènes monétaires et commerciaux, croissance économique, perspectives énergétiques, interdépendance de l'économie mondiale) sont également à l'étude à l'OCDE. Vu cet intérêt réciproque pour les mêmes phénomènes macro-économiques, il pose la question sous quelle forme le résultat des analyses de l'Institut est publié et si une coopération est établie avec des instituts semblables dans d'autres pays, comme par exemple le "Brookings Institute" à Washington.

M. Inosentiev répond que des études sont faites en premier lieu pour les services du gouvernement soviétique, mais qu'elles sont également mises à disposition des pays membres du CAEM. De plus, des rapports ont été établis avec des institutions en République fédérale d'Allemagne (Institut für Aussenpolitik), dans le Royaume-Uni (Royal Institute for foreign relations), en France, etc.

Les thèmes suivants furent ensuite abordés:

- les relations économiques extérieures de l'URSS (Mme le Professeur Maximova)
- l'endettement de l'URSS (Professeur Ivanov - qui a passé cinq ans à Genève au secrétariat d'une organisation de l'ONU)

Les relations économiques extérieures de l'URSS

6 % du PNB provient du commerce extérieur dont environ 3 % avec les pays capitalistes. L'URSS est confrontée à une situation commerciale complexe sur les marchés de l'Ouest (discrimination des USA, mauvaise conjoncture, dépréciation du dollar, politique énergétique instable) qui se répercute négativement sur la politique économique de l'URSS. Cette dernière recherche néanmoins à développer ses échanges avec tous ses partenaires commerciaux. Dans le domaine énergétique (gaz et pétrole) Mme Maximova souligne que les tensions actuelles sur le marché international ont conduit l'URSS à accroître ses exportations vers les pays de l'Est.

Endettement

L'endettement de l'URSS est évalué selon des sources occidentales à 20 milliards de dollars. Ce chiffre est correct.

M. Ivanov remarque toutefois qu'au-delà du chiffre global, il faut préciser le type d'endettement de l'URSS. Il convient d'abord de distinguer l'endettement à court terme qui ne pose pas de grands problèmes (large liquidité du marché des euro-dollars, possibilités de roll-over).



En ce qui concerne l'endettement à long terme, si l'URSS emprunte, c'est qu'elle est en mesure de rembourser. 70 % de son endettement est lié à des accords de compensation. En d'autres termes, cet endettement est garanti par des livraisons de marchandises. Pour le 30 % qui reste, le remboursement est fonction des possibilités futures d'exportation de l'URSS et d'options supplémentaires sur des marchandises issues de contrats de coopération. L'URSS a aussi libéré, en devises fortes, des crédits importants à d'autres pays socialistes ainsi qu'à des p.v.d. Pour M. Ivanov, en conclusion, les perspectives de la balance des paiements de l'URSS sont bonnes.

D'autres thèmes, notamment la coopération Nord-Sud, les relations régionales, la coopération paneuropéenne, n'ont malheureusement pu être abordés faute de temps.

#### Entretien avec M. Alchimov, Président de la Gosbank

C'est dans une ambiance très détendue que le Président de la Gosbank reçoit la délégation suisse. M. Alchimov explique d'abord le fonctionnement du système bancaire soviétique.

Il y a en URSS trois banques: la Banque d'Etat ou Gosbank ainsi que la Banque du commerce extérieur et la Banque d'investissement qui dépendent de la Gosbank. Ainsi le président de la Banque du commerce extérieur est un des six vice-présidents de la Gosbank. Cette dernière dispose de 82'000 guichets sur tout le territoire de l'URSS et de 400'000 employés. Les succursales à l'étranger dépen-

dent directement de la Gosbank. Les paiements extérieurs sont effectués par la Banque du commerce extérieur, organisée sous la forme d'une "joint stock company", dont la majorité des actions est détenue par la Gosbank.

Tous les trois mois, le Président de la Gosbank doit présenter un rapport au gouvernement et au Bureau politique. Ces rapports doivent déterminer les responsabilités des secteurs économiques qui ne remplissent pas les tâches qui leur ont été assignées. La tâche de la Gosbank a été compliquée ces dernières années par le fait des importations substantielles de céréales étrangères en raison des mauvaises récoltes soviétiques. La Banque des investissements est chargée de financer les projets des entreprises. Ce financement se fonde sur les résultats de l'entreprise.

La production industrielle de l'URSS a augmenté de 5,2 % en 1978; la croissance de la masse monétaire a été fixée à 6 %. La politique du gouvernement consiste à maintenir des prix stables pour les produits de consommation essentiels (pain, lait, etc.) et les transports (le prix du métro a été fixé en 1934). Ces prix en faveur du consommateur étant nettement au dessous des prix de revient, le gouvernement est obligé d'accorder des subventions massives aux producteurs. Ceci pèse sur le budget et le revenu national, car la Gosbank refuse un financement inflationniste; elle préfère réduire d'autant les crédits d'investissements des différents ministères.

### La stimulation des exportations

Des efforts sont en cours pour stimuler les entreprises à exporter (primes). Jusqu'à présent, elles n'avaient que peu d'intérêt à exporter. Dans cette perspective, la qualité et la présentation des produits doivent être améliorées.

M. Alchimov ne juge pas alarmant l'endettement soviétique qu'il évalue sans autre précision à 18 milliards de dollars. Il se réfère à ce propos à l'endettement des USA en 1914 qui n'a créé aucun problème à l'économie américaine!

L'Union soviétique est intéressée à resserrer ses liens avec la Banque nationale suisse, et M. Jolles confirme l'invitation de la part de M. Leutwiler. M. Alchimov se réjouit de rencontrer son homologue helvétique. Il se rendra vraisemblablement en Suisse vers la fin de l'année. "Nous devons examiner les possibilités de crédits qui peuvent nous être accordés ce qui stimulera nos achats de marchandises en Suisse".

Après un échange de vues sur la politique monétaire des Américains, l'appréciation du franc suisse et la conjoncture monétaire, M. Jolles prie instamment son interlocuteur de ne pas recourir à la monnaie helvétique dans des transactions internationales qui n'ont aucune relation avec le marché suisse.

Entretien avec M. Gwischiani, vice-président du Comité d'Etat pour la science et la technique

Deux thèmes étroitement liés ont été abordés:

- la coopération industrielle
- le programme à long terme

La coopération

En passant en revue l'état des relations bilatérales, M. Gwischiani estime que celles-ci sont généralement bonnes. Il se fait cependant l'avocat d'une plus étroite collaboration au niveau des firmes. "Nous avons obtenu de très bons résultats avec la Finlande. La Suisse devrait tirer bénéfice de ces expériences. Lorsque des entreprises de machines vendent leurs produits en URSS, elles devraient toujours examiner les possibilités de coopération. L'URSS est intéressée particulièrement à un renforcement de la coopération dans le secteur des instruments de précision (!) et dans les appareils de mesures." M. Gwischiani estime que, pour équilibrer la balance commerciale entre la Suisse et l'URSS, des livraisons substantielles de gaz, de pétrole et d'uranium enrichi pourraient être envisagées et que l'Union soviétique pourrait, en contre-prestation, entreposer des déchets radioactifs en provenance de réacteurs suisses. Il faudra y penser, sans présenter de demandes officielles à ce stade, le degré de préparation étant encore insuffisant du côté soviétique. De nouvelles sources de gaz naturel vont augmenter les possibilités d'exportation; de plus, la substitution du combustible pétrole par le gaz en URSS libérera des quantités supplémentaires de pétrole pour l'exportation.

Quant aux affaires de compensation dont M. Jolles admet qu'elles peuvent revêtir différentes formes présentant des

inconvénients économiques plus ou moins grands, M. Gwischiani est d'avis qu'il ne faut pas y mettre trop de poids. La méthode du "subcontracting" lui paraît la plus prometteuse, surtout dans les cas où l'industrie suisse doit de toute façon se procurer des parties constitutives à l'étranger. Cependant, la question de la compatibilité des modèles se pose.

M. Gwischiani estime en outre que, dans le domaine des appareils scientifiques, une recherche commune et la possibilité d'une spécialisation réciproque pourraient être envisagées. L'utilisation des inventions et la production pour le marché mondial pourraient être réparties entre les deux pays.

#### Le programme à long terme

L'élaboration de l'accord de programme à long terme ne devrait pas poser de problèmes. M. Gwischiani est d'accord avec la procédure et le calendrier envisagés du côté suisse. Mais le programme n'est qu'un cadre et les efforts doivent se concentrer sur sa mise en exécution par la conclusion d'affaires et de projets spécifiques. Il conviendra d'établir des priorités et de déterminer quelles firmes suisses seront en mesure d'exécuter tels projets. En soulignant que, dans le cas de la France, un manque de communications avait été constaté entre le gouvernement signataire de l'accord de programme et les entreprises privées, M. Gwischiani constate que beaucoup d'entreprises suisses qui sont intéressées à commercer avec l'URSS ne sont pas représentées dans la Commission mixte. Dès lors, nous devrions entrevoir la possibilité de rencontres ad hoc dans le cadre de groupes sectoriels. Cela serait le moyen le plus efficace de rassembler en Suisse toutes les entreprises d'un secteur industriel qui sont intéressées à élargir leurs échanges avec l'Union

soviétique. M. Jolles prend note avec intérêt de cette suggestion qui sera soigneusement examinée par la partie suisse. M. Gwischiani et M. Jolles s'accordent pour affirmer qu'il n'est pas nécessaire d'institutionnaliser de manière <sup>formelle</sup> de tels groupes sectoriels. M. Gwischiani estime que le rôle des agents commerciaux soviétiques en Suisse devra également être développé.

En ce qui concerne le timing des rencontres en vue de la signature du programme à long terme, M. Gwischiani et M. Jolles s'entendent pour qu'elles se déroulent de la manière suivante: contact au niveau des experts en novembre, commission intermédiaire mi-novembre, contact entre experts début janvier, signature du programme au mois de mars.

#### Entretien avec M. Inosentiev au Comité d'Etat pour le plan

Cet entretien avec le vice-président du Gosplan n'a apporté que peu de renseignements dignes d'être soulignés. Tout au plus, relevons que l'Union soviétique prévoit d'augmenter de 30 à 35 % en volume ses exportations durant le prochain plan quinquennal, qu'un effort particulier sera entrepris dans le domaine de la productivité et que le prochain plan quinquennal qui est actuellement soumis à une dernière lecture sera définitivement adopté au début de l'année prochaine. Ce plan indiquera de manière générale quels secteurs industriels devraient être développés en priorité. Les domaines intéressant la Suisse pourraient être les machines spécialisées, les produits pharmaceutiques et la chimie.

L'un des objectifs du prochain plan quinquennal sera d'ailleurs l'économie de la main-d'oeuvre, puisque le rythme

d'augmentation de la population active diminuera à partir de 1985.

La concrétisation des projets à exécuter dans le cadre du plan aura lieu à partir du deuxième semestre de 1979.

### Stankex 1978

Le vendredi, 13 octobre, à 15 heures, a eu lieu l'inauguration de la Stankex 1978. Divers discours ont été prononcés, notamment par MM. Borissov, Mégel et Jolles. Une visite de tous les stands a eu lieu. Un cocktail dans le restaurant (Swissair) de l'exposition a clos cette manifestation fort bien réussie. Les machines-outils très perfectionnées présentées ont vivement impressionné les visiteurs soviétiques qui ont relevé le degré d'innovation par rapport à la génération des machines exposées par la Suisse il y a quatre ans. La date de l'exposition a également été reconnue comme particulièrement favorable, vu la coïncidence avec l'élaboration du nouveau plan quinquennal. (Pour plus de détails sur les résultats de cette exposition se référer au rapport du groupe Machines-Outils du VSM.)

Ont assistés en outre à l'ouverture de l'exposition: M. Manjulo, Vice-Ministre du commerce extérieur, et le Ministre pour les machines textiles.

### Conclusions

Les discussions qui se sont déroulées à Moscou furent toutes intéressantes et auraient mérité à bien des égards d'être approfondies. Malheureusement le temps imparti à chacun de ces entretiens n'a pas été suffisant pour aller au delà de certaines généralités. Cela est d'autant plus regrettable qu'un renforcement de l'information réciproque pourrait certainement déboucher sur une meilleure compréhension des

mécanismes économiques de chacun des partenaires et notamment sur une meilleure connaissance, du côté soviétique, des spécificités économiques suisses. L'URSS, consciente de sa force, réagit en effet souvent en puissance autarcique, sans se soucier des structures économiques de chacun de ses partenaires.

### Impression générale

Intérêt pour la technologie suisse, mais la lourdeur du processus bureaucratique de planification et les contraintes financières ne laissent pas entrevoir un développement particulièrement dynamique de nos échanges.

Ont assistés à tous ces entretiens l'Ambassadeur Hohl, soit le Ministre Thurnheer soit M. Fetscherin, ainsi que le soussigné. La délégation suisse remercie l'Ambassade de son appui très efficace et de la préparation approfondie de ces contacts.

*[Signature]*